



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

COMPTES RENDUS DE LECTURE

TERRAIN, Catastrophes

N° 54, mars 2010, 159 p.

Le numéro 54 de la revue *Terrain* regroupe une série d'articles consacrés au thème des catastrophes dans une perspective essentiellement anthropologique. N. Journet, dans son texte introductif « *catastrophes et ordre du monde* », fixe le cadre et les attendus du numéro : en s'inspirant des leçons de l'anthropologue Mary Douglas, l'auteur défend l'idée que l'étude approfondie de la gouvernance des catastrophes, telle qu'elle est proposée dans les articles suivants, permet de dépasser les visions technicistes et normatives qui dominent aujourd'hui la gestion des risques. Pour cela, il est nécessaire de se livrer à une véritable « *anthropologie du risque* » qui permet de saisir l'ensemble des dimensions que révèlent les situations de désastres : justice sociale, morale, etc. Les sept autres articles à forte dominante empirique qui composent ce numéro offrent un large panel de cas couvrant une variété de catastrophes (naturelles, sanitaires, génocides) et de problématiques. Tout d'abord, G. Quenet (*Fléaux de Dieu ou catastrophes naturelles ?*) propose une lecture critique des notions de « risque » et de « catastrophe » en les situant dans une perspective historique. En s'appuyant sur l'exemple des tremblements de terre, il entend démontrer que ces notions se sont imposées historiquement, non pas tant sous l'influence du progrès scientifique, mais plus sous celle de la montée en puissance de l'Etat et de la laïcisation. On peut regrouper, ensuite, les articles de S. Revet sur les coulées de boue au Venezuela en 1999 (*Le sens du désastre*) et de B. Brac de la Perrière sur le cyclone Nargis en Inde en 2008 (*Le scrutin de Nargis*). Ces auteurs analysent tous deux comment sont attribuées les causes de ces événements dramatiques et l'imputation des responsabilités qui en découlent. Dans les deux cas, la catastrophe opère comme un « catalyseur » de l'état des forces politiques et culturelles : les autorités catholiques vénézuéliennes voient dans les coulées de boue la main punitive de Dieu qui disqualifie le projet de referendum du Président Chavez visant à lui attribuer les pleins pouvoirs. De même, le cyclone Nargis relèverait autant de la justice karmique qu'elle serait une sanction au gouvernement militaire de la Junte en place. Dans une perspective différente, N. Larchet (*Réformer l'alimentation au lendemain de Katrina*), s'intéresse, lui, aux effets d'opportunités qu'engendre la catastrophe. L'auteur montre comment, après les ravages du cyclone Katrina en 2005 à la Nouvelle Orléans, un large réseau d'acteurs associatifs et politiques a pu promouvoir une nouvelle politique de prévention contre l'obésité ignorée jusqu'alors. Les trois derniers articles abordent des problématiques encore différentes : F. Keck (*Une sentinelle sanitaire aux frontières du vivant*) décrit les mécanismes par lesquels un petit groupe d'experts est parvenu, en 1997, à lancer l'alerte de la pandémie grippale à partir de l'observation d'oiseaux et d'humains à Hong Kong. Ces chercheurs sont des « *sentinelles sanitaires* », c'est-à-dire un collectif capable d'identifier une menace à ses frontières naturelles (transmission de la toxicité entre espèces) tout en la positionnant à des frontières politiques inhabituelles (rapports entre médecins du département de la santé et vétérinaires du département de l'agriculture). En se positionnant sur ces frontières, ces experts en microbiologie ont pu dépasser l'écologie singulière du Sud de la Chine pour avertir le reste du monde. Dans un article passionnant et effrayant (*Une catastrophe invisible*), M. Stewart s'attache à démontrer comment une catastrophe devient « invisible » en s'appuyant sur la

reconnaissance controversée du génocide des Tziganes après la seconde guerre mondiale. En suivant les pérégrinations judiciaires navrantes d'une Tzigane victime de stérilisation (échappatoire à la déportation) après le conflit, l'historien associe principalement l'absence de reconnaissance de ce génocide à l'action des collectivités locales allemandes qui ont contribué à confiner le problème au niveau local. Enfin, A. Solomon (*Photographier la catastrophe*) livre une réflexion contrastée sur le problème méthodologique, voire éthique, de la représentation photographique de la catastrophe qui offre à la fois un regard distancié de l'évènement mais contribue en même temps à sa lecture partielle et biaisée.

Le lecteur apprendra beaucoup au terme de ce voyage au pays des catastrophes. La variété des cas et des questions abordés nourrira les réflexions des chercheurs ou des spécialistes de cette thématique. De manière non exhaustive, on pense, d'abord, aux conclusions de F. Keck sur les frontières de la bio-sécurité qui semblent conforter celles portant sur une autre alerte sanitaire, la canicule de l'été 2003. M. Millet (2005) et H. Laroche (2005) associent l'échec de cette alerte à la sectorisation de sa diffusion : la division de l'annonce de la canicule en plusieurs sous-problématiques sectorielles (agriculture, santé, etc.) aurait dilué en quelque sorte son caractère menaçant. Les conclusions convergentes de ces différents travaux invitent donc à s'interroger plus largement sur la relation entre sectorisation et alerte : le « décloisonnement » des frontières politiques, administratives et naturelles est-il nécessaire pour que les alertes sanitaires exceptionnelles soient entendues ? De même, l'analyse de M. Stewart sur la non reconnaissance du génocide des Tziganes ne manquera pas d'alimenter la réflexion des chercheurs qui s'intéressent à la question de l'invisibilité des risques. Alors qu'ils s'étaient focalisés jusqu'alors sur les processus qui permettent de rendre visibles les risques – la mise en risque (Ewald, 1986) –, certains politologues¹ s'interrogent désormais sur ceux qui restent dans l'ombre. En soulignant la diversité et la complexité des facteurs (juridiques, locaux, administratifs) qui participent à rendre une catastrophe invisible, ce type d'étude historique apporte, nous semble-t-il, une contribution importante à ces réflexions. Elle invite, notamment, à s'intéresser plus précisément au « jeu d'échelle » qui s'opère entre le local et le national dans la reconnaissance des problèmes publics.

Pourtant, la multiplicité des apports que l'on trouvera dans le numéro « *Catastrophes* » constitue, en même temps, sa principale faiblesse. En effet, une fois le numéro refermé, on regrettera l'absence de mise en perspective plus générale des apports des sciences sociales à la compréhension des situations de catastrophes. Ce problème se pose à deux niveaux. Le premier concerne les articles eux-mêmes. Même si le parti pris de la description empirique est, comme nous le soulignons, riche d'enseignements, trop rares sont ceux qui cherchent à articuler leurs questionnements et leurs conclusions à l'état de la littérature existante sur le sujet. Le second niveau, et le plus important, concerne le positionnement plus général du numéro « *Catastrophes* ». Certes, N. Journet fixe bien les attendus de ce numéro : restituer la complexité des dimensions que révèlent la survenue des catastrophes pour dépasser les causes technicistes ou naturalistes qui y sont généralement associées. On ne saurait être plus d'accord. Pourtant, une fois la lecture terminée, on regrettera que cet objectif reste finalement inachevé : non seulement ces dimensions manquantes, que N. Journet appelle de ses vœux, ne sont pas réellement recensées mais, en plus et consécutivement, on ne sait pas

¹ On se référera notamment à l'introduction de l'ouvrage suivant : Henry E. et Gilbert C. (dir.) (2009) « *Comment se construisent les problèmes de santé publique ?* ».

comment elles amèneraient à modifier notre perception ordinaire des désastres. Pour réaliser un tel projet, il aurait été nécessaire de poser les bases d'un véritable programme de recherche en sciences humaines sur les situations de catastrophes. Même menée dans la perspective strictement anthropologique qui est celle du numéro de « *Terrain* », cette réflexion aurait été d'autant plus pertinente que, contrairement aux États-Unis qui possèdent une longue tradition de travaux sur les désastres², les sciences humaines françaises n'ont jamais pu constituer un champ d'étude autour de cet objet³. Ainsi, les catastrophes sont-elles un objet de recherche pour les sciences sociales ? Si oui, quelles sont les grandes questions récurrentes que les catastrophes adressent aux sciences humaines ? Quelles seraient celles qui relèveraient plus spécifiquement de l'histoire, de la sociologie ou de l'anthropologie ? Peut-on placer les catastrophes naturelles et technologiques sur le même plan (Kroll-Smith, Couch, Levine, 2005) ? Par exemple, on peut penser qu'une question générique qui aurait permis de structurer un programme de recherche aurait été : si le propre de la catastrophe est de bouleverser l'ordre social ordinaire, quels sont précisément les éléments de la vie sociale qui sont mis à l'épreuve lors des désastres ? La sociologie américaine spécialisée sur les désastres traite cette question en s'interrogeant plus spécifiquement sur les comportements individuels, collectifs et organisationnels (Quarantelli, 2005) qui sont adoptés lors des situations critiques : quelles sont les conduites qui perdurent et celles qui émergent durant la catastrophe ? Comment la multiplicité des attaches à des groupes d'appartenance ou de référence s'exprime-t-elle dans le flou de l'action ? Assiste-t-on à une déliquescence du lien social dans ces situations où le chacun pour soi « prévaudrait » ou au contraire à un renforcement de la solidarité dans des « *communautés thérapeutiques* » (Kroll-Smith and Couch, 1990) ? En n'ambitionnant pas de se livrer à ce travail problématique et programmatique, le numéro « *Catastrophes* » laisse un sentiment d'inachevé. Ceci est d'autant plus dommageable que la richesse des cas décrits s'y prêtait bel et bien. Par exemple, et même s'ils se placent sur des registres différents, les textes de S. Revet, B. Barc de La Perrière ou encore celui de N. Larchet auraient pu contribuer au débat entre les chercheurs qui considèrent que les désastres se définissent comme une reproduction (paroxysmique) de l'ordre routinier (Klinenberg, 2002 ; Rodriguez, Barnashaw, 2006) et ceux qui, au contraire, défendent l'idée qu'ils bouleversent radicalement les équilibres de l'état ordinaire (Gilbert, 2005)⁴. Ainsi, en soulignant la fonction de « catalyseur » des tensions politiques et culturelles, les cas du Cyclone Nargis et des coulées de boue au Venezuela s'inscrivent dans le premier cas de figure.

² Depuis une quarantaine d'années, la sociologie américaine a développé un vaste ensemble d'études sur les situations de « désastres » et de catastrophes autour des travaux de Quarantelli E.L., fondateur en 1963 du « *Disaster Center* ». Ce programme de recherche lancé dans les années 50 a pour but de comprendre ce qui permet le maintien et la restauration d'une organisation sociale dans des situations de catastrophes, ou encore en état de guerre ou de paix. Parmi les ouvrages collectifs qui font la synthèse des conclusions de ce courant d'étude, on peut citer Quarantelli E.L. (edited by) (1978) « *Disasters: theory and research* ».

³ Comme le remarquent Gilbert, Joly et Borraz (2005) dans leur recension des travaux portant sur les crises, les catastrophes apparaissent finalement de manière éparses dans le champ des travaux portant sur les risques collectifs. Gilbert C., Joly P.-B., Borraz O. (2005) « *Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique* ».

⁴ Gilbert C. pose les bases de ce débat dans l'étude des crises post-accidentelles dans la contribution suivante : Gilbert C. (2005) L'analyse des crises : entre normalisation et évitement in: *Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique*, Gilbert C., Borraz O. et Joly P.-B. (ed).

A l'inverse, l'implantation d'une nouvelle politique alimentaire à la Nouvelle-Orléans après le cyclone Katrina démontre que la catastrophe offre de nouvelles opportunités qui permettent de modifier – au moins partiellement – l'ordre politique. Par conséquent, la lecture de ces articles ne donne-t-elle pas à penser que ce qui relève de la reproduction ou du bouleversement de l'état ordinaire dépend finalement du niveau ou de la dimension de la vie sociale observés ? Et si tel est le cas, comment confronter ces niveaux entre eux ? En somme, le numéro « *Catastrophes* » vient paradoxalement confirmer que l'étude des catastrophes reste un chantier encore en friche dans les sciences sociales françaises.

François DEDIEU

Inra-Sens – IFRIS / Université de Marne la Vallée
dedieu@inra-ifris.org

Bibliographie

- Ewald F. (1986) *L'Etat providence*, Paris, Grasset.
- Henry E., Gilbert C. (dir.) (2009) *Comment se construisent les problèmes de santé publique ?*, Paris, La Découverte.
- Gilbert C., Joly P.-B. et Borraz O. (2005) *Risques crises et incertitudes : pour une analyse critique*, Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise 3, Grenoble, CNRS-MSH-Alpes.
- Gilbert C. (2005) L'analyse des crises : entre normalisation et évitement, *in: Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique*, Gilbert C., Borraz O. et Joly P.-B. (ed), Grenoble, CNRS-MSH Alpes, p. 175-223.
- Klinenberg E. (2002) *Heat wave: a social autopsy of disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- Kroll-Smith S., Couch S. (1990) *The real disaster is above ground. A mine fire and social conflict*, Lexington, University Press of Kentucky.
- Kroll-Smith S., Couch S. and Levine A.G. (2005) "Technological Hazards and Disasters" *in: Dunlap R.E. and Michelson W. (eds) Handbook of environmental sociology*, London, Greenwood press, p. 294-328.
- Laroche H., Lagadec P. (2005) Retour sur les rapports d'enquête et d'expertise suite à la canicule de l'été 2003, *Cahiers du GIS Risques Collectifs et situations de crise 4*, CNRS-MSH Alpes.
- Millet M. (2005) Cadres de perception et luttes d'imputation dans la gestion de crise : l'exemple de « la canicule », *Revue Française de sciences politiques* 55(4), p. 573-605.
- Quarantelli E.L. (edited by) (1978) *Disasters: theory and research*, Beverly Hills, California: Sage Publications.
- Quarantelli E.L. (edited by) (2005) *What is a disaster? New answers to old questions*, Philadelphia, Xlibris Press.
- Rodriguez H., Barnashaw J. (2006) The social construction of disasters: from heat waves to worst-case scenarios, *Contemporary sociology* 3, p. 218-223.